TD2 ECONOMIE

1. Compléter le cours

Vidéo 1 : Décroissance, solution si les plus gros décroissent d'abord et le + Vers une recession de la production par une réduction de la consommation

Joseph Stiglitz: Lutte contre les innégalités, il faut vivre ensemble, l'impot des riches doit être augmenté. L'Europe peut faire autrement que l'austérité. Cela emmène à la recession, et le grêce et l'espagne en ont déjà souffert. Dans un monde avec une économie affaiblie, c'est dangeureux. Il faut restaurer la croissance, il faudrait une solution européenne, une mutualisation de la dette, une harmonisation d'impot etc...

Alternatives économiques :

Rétablir l'ISF (4.5 milliards d'euros / an en moins depuis qu'il n'y a plus d'ISF).

Annuler la dette : risque que les investisseurs demandent apres beaucoup d'intérêts (la dette deviendrait risquée).

Annulation des créances de la BCE : possible sans risque spéculatif mais demande un consensus européen et pose quelques problèmes juridiques.

Distribution d'argent élicoptère

Canaliser l'épargne : nouveaux livret avec taxes pour créer des logements sociaux par exemple.

Taxer les multinationales, à hauteur d'environ 30% sur leur profit.

Lutter contre l'évasion fiscale : Chaque entreprise qui à des actions dans les paradis fiscaux devra justifier alors de l'utilité de cette action.

Baisser temporairement les cotisations sociales pour inciter à l'embauche.

Revenu universelle?

2. Réaliser un lexique

Croissance : hausse sur une longue période d'un indicateur de production de richesses. On retient usuellement comme indicateur le PIB par habitant.

Produit Intérieur Brut (PIB) : mesure de la production de biens et services d'un pays avec comme critère retenu la production sur le territoire national quel que soit la nationalité des producteurs. Ce qui signifie qu'une filiale à l'étranger d'un groupe français ne contribue pas au PIB français, mais qu'une filiale d'un groupe étranger installée en France y contribue. Voir aussi PNB. Il n'y a pas, à proprement parler d'indicateur idéal (PNB ou PIB), on utilise l'un ou l'autre selon le sujet qui nous intéresse.

Les Limites à la croissance(The Limits to Growth) connu sous le nom de « Rapport Meadows » est un rapport appuyé par le Club de Rome et publié en 1972 qui est une des références des débats et critiques qui portent sur les liens entre conséquences écologiques de la croissance économique, limitation des ressources et évolution démographique.

Joseph E. Stiglitz, né le 9 février 1943 à Gary (Indiana), est un économiste américain, lauréat du prix dit Nobel d'économie avec George Akerlof et Michael Spence en 2001 « pour leurs travaux sur les marchés avec asymétrie d'information. ». Il est l'un des fondateurs et des représentants les plus connus de la « nouvelle économie keynésienne ». Il acquiert sa notoriété populaire à la suite de ses violentes critiques envers le FMI et la Banque mondiale, émises peu après son départ de la Banque mondiale en 2000, alors qu'il y est économiste en chef.

Population active : ensemble des individus qui participent activement au marché du travail. Elle inclut donc les personnes occupant un emploi et celles qui en cherchent un, c'est-à-dire les chômeurs.

3. Les chiffres de l'économie

Chômage en 2019: 8.5%

Chômage en 2018: 9.0%

Chômage en 2017 : 9.4%

Sur ces trois années, les taux de chômages homme / femme sont égaux.

Taux de chômage en fonction du diplôme :

Aucun diplôme, brevet: 15.5%

Bac, CAP, BEP, ou équivalent : 9.1%

Bac+2 ou plus : 5.1%

Nombre d'habitants en france en 2019 : 66.99 Millions

Naissances:

2017: 769 000

2018: 758 000

2019: 747 000

Esperance de vie en année en 2019 :

France: Femmes: 85.7 années Hommes: 79.8 années

Allemagne: Femmes: 84.1 années Hommes: 79.6 années

Nigeria: Femmes: 56.8 années Hommes: 54.8 années

4. Compréhension et application :

Question 1:

Rétablir l'ISF:

L'idée serait de rétablir l'impôt sur la fortune qui à été remplacé en 2017 par l'IFI. En effet l'IFI rapporte 1.3 milliards d'euros, contre 4.5 milliards pour l'ancien ISF. Cet argent servirait donc à investir et relancer l'économie.

Annuler les dettes:

- Annuler directement les dettes d'état, le problème majeur serait que cela pourrait lancer une spéculation contre les titres émis par les acteurs de ces dettes, et donc augmenter les taux d'intérêts des futurs prêts.
- Annuler les créances de la BCE, possible sans risque spéculatif mais demande un consensus européen et pose quelques problèmes juridiques.

Distribuer de la monnaie hélicoptère :

La BCE devrait distribuer de la monnaie directement aux ménages étant donné qu'elle peut créer de la monnaie, pour soliciter la consommation et relancer une activitée plus soutenue pour les entreprises.

Mobiliser l'épargne accumulée :

Soit inciter à la consommation plus ou moins "verte" soit des taxes sur les épargnes les plus élevées, ou la création de nouveaux outils, l'amélioration d'anciens... Les français ont épargné plus de 55 milliards depuis le début de la crise.

Taxes les multinationales:

Taxer les multinationales en Europe, taxe qui serait calculée sur le chiffre d'affaire de ces entreprise par pays. L'argent taxé sera redistribué sous forme de dons.

Rendre aides publiques et paradis fiscaux inconciliables :

Les entreprises qui ne peuvent justifier de leur présence dans un paradis fiscal dans un but commercial ne profiteraient pas des aides contre l'épidémie.

Travail:

Pour certains il faut alonger le temps de travail pour le même salaire pour compenser le manque de production. Pour d'autres il faut plutot réduire ce temps de travail, et réduire temporairement les cotisations sociales pour pousser à l'embauche.

Revenu universel:

Distribution d'un même somme d'argent à chaque adulte. Mais beaucoup de questions sont levées malgrès le côté séduisant de l'idée. Comment on le finance, quel montant est distribué, quelles sont les contreparties ?...

Question 2:

L'ISF, le revenu universel, l'incompatibilité paradis fiscal / aides.

Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne conduisent pas forcément à l'optimum économique.

L'État aurait un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance.

L'Etat providence, conception selon laquelle l'état doit jouer un rôle actif dans l'économie de son pays, nottament pour la création d'allocations, de redistribution de richesses, de régulation du marché etc..

Dans cette optique, la mise en place du revenu universel serait un investissement de l'état dans le but de relancer la consommation et l'activité économique.

Pour ce qui est de l'ISF, la réduction des innégalitées est aussi le rôle de l'état pour les keynésiens, et cela reviens à redistribuer les richesses.

Pour finir, l'incompatibilité entre la distribution d'aide et la présence d'une entreprise dans un paradis fiscal serait alors de la régulation économique, rôle de l'état également selon les keynésiens.